

Economie & Finance

3,8%

LES EXPORTATIONS HORLOGÈRES ONT CRÙ DE 3,8% LE MOIS DERNIER PAR RAPPORT À SEPTEMBRE 2022, totalisant 2,3 milliards de francs. Elles ont progressé à la même allure qu'en août, et cela malgré des reculs aux Etats-Unis et en Chine, les deux plus importantes destinations.

SILVIO NAPOLI
Directeur général
de Schindler

Son groupe a présenté hier une bonne performance sur les neuf premiers mois de l'année et a ajusté les objectifs à la hausse, malgré une demande qui s'essouffle et un franc fort.



77,7 millions

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE COMET A ÉTÉ DIVISÉ PAR DEUX À 77,7 MILLIONS DE FRANCS AU TROISIÈME TRIMESTRE. Le spécialiste fribourgeois des rayons X et des condensateurs à vide considère cependant que le creux de la vague dans le domaine des semi-conducteurs a désormais été franchi.

SMI	10 448,23	-2,13%	Dollar/franc	0,8952	↓
Euro Stoxx 50	4090,33	-0,38%	Euro/franc	0,9474	↑
FTSE 100	7499,53	-1,17%	Euro/dollar	1,0586	↑
			Livre st./franc	1,0888	↓
			Bariil Brent/dollar	91,65	↑
			Once d'or/dollar	1956,94	↑

«La troisième voie n'est pas un caprice»

RAIL La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie s'est alliée à trois autres faitières pour réclamer la construction d'une nouvelle ligne de train entre Genève et Lausanne. Explications de son directeur, Philippe Miauton

PROPOS RECUEILLIS
PAR RAPHAËL JOTTERAND
@Raph_jott

Un nouvel appel du pied a été lancé mercredi matin pour le renforcement du réseau ferroviaire de l'Arc lémanique. Le Centre patronal, la Fédération des entreprises romandes, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) ont décidé de s'unir pour demander la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Genève et Lausanne. Cette requête n'a rien d'inédit, les cantons romands, relayés par leurs élus à Berne, ayant déjà exprimé ce besoin à maintes reprises, mais elle intervient un mois après que le Conseil fédéral a rejeté deux motions demandant la construction d'un tracé alternatif complet entre les deux métropoles.

Dans leur communiqué, les quatre faitières mettent en avant le fait qu'en 2050, 340 000 habitants supplémentaires pourraient venir s'installer entre Vaud et Genève, soit une croissance des besoins de mobilité de l'ordre de 50 à 55%. Face à ce constat, Philippe Miauton, directeur de la CVCI, estime qu'il est grand temps que l'Arc lémanique soit considéré à sa juste valeur.

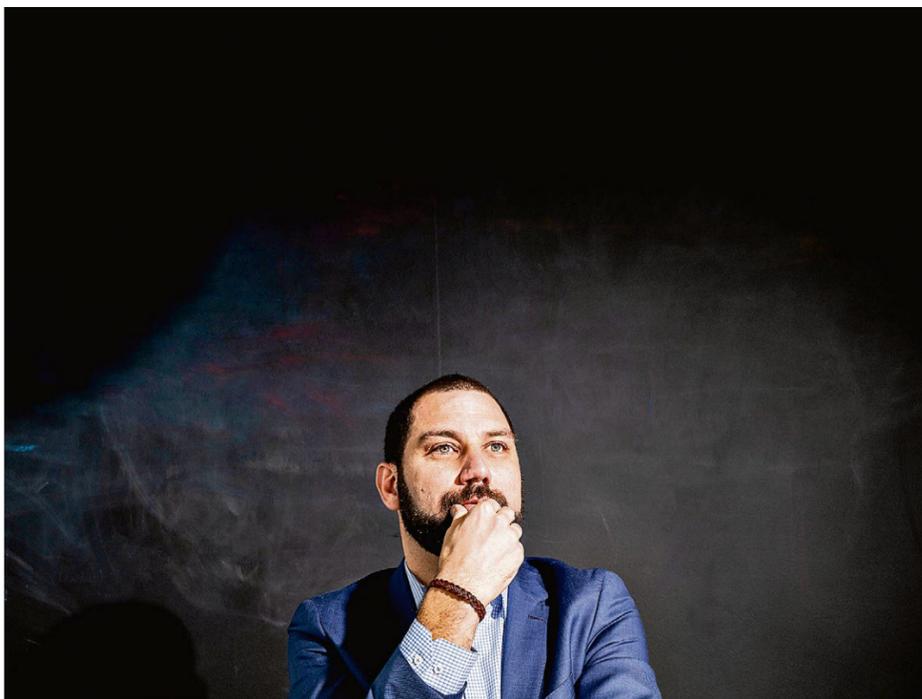
Le Conseil fédéral a débloqué cet été 1,3 milliard de francs pour un tunnel entre Morges et Perroy. N'est-ce pas suffisant? L'Arc lémanique et la

Suisse romande de manière générale sont en croissance démographique. C'est le deuxième poumon économique du pays et les investissements dans le domaine ferroviaire ne sont pas à la hauteur des défis qui se dressent devant nous. Ce tunnel entre Morges et Perroy est une bonne étape pour le développement du rail mais la réflexion doit se poser sur l'ensemble de la ligne. Ça ne résout pas le fait, qu'en cas de problème sur ce tronçon, il n'y a aucune voie de substitution.

C'est la seule région en Suisse qui se trouve dans cette situation. Notre message est de dire qu'il faut prendre en considération l'Arc lémanique pour ce qu'il représente et que pour être la hauteur des enjeux, une nouvelle ligne est primordiale. Berne a d'ores et déjà étudié ce projet mais c'est un dossier qui a été «schubladisé» et nous le regrettons.

Que demandez-vous de plus que ce tunnel? On souhaite qu'une nouvelle ligne soit concrétisée de Lausanne à Genève afin de permettre qu'en cas de petit pépin dû à la vieillisse ou à la saturation du réseau, il puisse y avoir un transport garanti. Cette situation a trop duré. De plus, bâtir une ligne dans son ensemble peut présenter des avantages financiers au contraire d'investissements tronçon par tronçon qui sont souvent plus coûteux.

Pourquoi intervenir maintenant? Il n'y a pas un élément déclencheur



«Berne doit prendre en considération l'Arc lémanique», dit Philippe Miauton. (LAUSANNE, 2 FÉVRIER 2022/OLIVIER VOGELSANG POUR LE TEMPS)

qui nous a poussés à écrire ce communiqué. Deux motions ont été déposées aux Chambres par les Vaudois Olivier Français et Roger Nordmann, mais les réponses du Conseil fédéral ont été décevantes. Il s'agit cette fois de porter ces éléments-là en tant qu'organisations économiques de l'Arc lémanique. Le but est d'en faire quelque chose

de plus large que juste un dossier de plus porté par deux élus à Berne.

On a l'impression d'avoir déjà entendu cet appel plusieurs fois. Pensez-vous réellement pouvoir faire bouger les lignes? Ça se joue sur plusieurs fronts. Tout d'abord, il y a l'aspect politique du côté de Berne. Ensuite,

par notre biais, l'idée est de faire passer le message que le deuxième poumon économique de la Suisse est beaucoup moins bien loti que d'autres régions et enfin, il y a aussi tout le pan de lobbying cantonal qui a pour but de rappeler aux élus que nos régions ont souvent été la cinquième roue du carrosse en matière de transport ferroviaire. Si on ne

fait rien ça ne suffira pas et si on agit c'est au moins un signe qu'il y a une véritable volonté de faire changer les choses. On ne peut pas d'un côté, faire des discours mettant constamment en avant les transports durables, le rôle économique de cette région avec les EPF et les Hautes écoles, et d'un autre côté, nous faire comprendre qu'on sera toujours le parent pauvre. Avec ce psychodrame de la gare de Lausanne, nous entrons dans une sorte de «momentum» où il est grand temps que l'OFT et le Conseil fédéral prennent leurs responsabilités. Ce n'est pas un caprice, mais une mise à niveau de notre réseau.

Les organisations patronales ont longtemps milité pour la route au détriment du rail, avez-vous changé votre fusil d'épaule? Non, nous sommes pour une vision des transports multimodale. Nous sommes conscients que lorsqu'on parle de l'Arc lémanique il y a aussi tout un maillage de communes qui ne sont pas desservies par le train et que des gens ont besoin de leur voiture pour se déplacer. Si on observe les autoroutes et qu'on compare l'axe Berne-Zürich avec l'axe Genève-Lausanne, on se rend bien compte qu'il y a eu des développements d'un côté mais pas de l'autre. C'est dans la même logique. L'un n'est pas en contradiction avec l'autre mais moins vous mettez d'efforts sur le train, plus vous allez saturer le réseau routier. En plus, ce sont deux budgets indépendants avec des fonds distincts. Donc il est inutile de les opposer. ■

Les technologies de demain, un défi pour la Suisse

PROSPECTIVE L'Académie suisse des sciences techniques (SATW) a présenté son **Technology Outlook**, analysant 32 technologies prometteuses pour le pays. Pour réussir, celui-ci va devoir opérer un changement stratégique, avertissent les experts

ANOUGH SEYDTAGHIA
@Anouch

Sur le papier, c'était juste un vernissage. Celui de l'édition 2023 du «Technology Outlook» de l'Académie suisse des sciences techniques (SATW). Mais cet événement, qui s'est tenu mercredi soir dans les locaux de Kudelski, à Cheseaux-sur-Lausanne, s'est vite transformé en un avertissement brutal. Si la Suisse ne modifie pas sa stratégie, si elle demeure passive dans de nombreux domaines, elle risquera de se faire dépasser sur le plan technologique, avec des conséquences économiques, mais aussi sociétales, importantes. Plusieurs spécialistes ont appelé à des réformes drastiques.

Biologie de synthèse

Commençons par le «Technology Outlook» lui-même. Il s'agit d'un rapport bisannuel pour lequel l'Académie suisse des sciences techniques a mandaté 183 experts œuvrant dans 89 institutions, pour leur demander quelles sont les technologies les plus prometteuses pour la Suisse. Et donc sur lesquelles se concentrer, tant

sur le plan des investissements que de la stratégie globale. Quatre catégories ont été dessinées. Il y a d'abord les «stars technologiques», soit des innovations dont on est sûr qu'elles auront un impact important: le photovoltaïque, les sources alternatives de protéines, la production alimentaire durable, la 5G ou encore certains tests médicaux pointus. Deuxième catégorie, les «niches technologiques», pour lesquelles le retour sur investissement doit être soumis à un regard critique: la photosynthèse artificielle, le captage et le stockage du CO₂, ainsi que la blockchain.

Troisième catégorie, les «espoirs technologiques», pour lesquels le marché n'est pas encore prêt et dont les entreprises suisses doivent suivre l'évolution: il s'agit de l'informatique quantique, des véhicules autonomes, de la géothermie, du bioplastique, de la chirurgie robotique ou encore des jumeaux numériques. Enfin, quatrième secteur, les «succès technologiques assurés», qui «n'évoluent que lentement et doivent faire l'objet d'un suivi rigoureux à l'avenir», selon l'académie: l'internet des objets, les machines connectées, la cryptographie quantique et post-quantique ou encore la biologie de synthèse. Toutes les données pour ce «guide pour le monde de demain», comme l'écrit l'académie, sont disponibles gratuitement en ligne.

Mais pour que la Suisse tire le plein potentiel de ces technologies, il faut changer, a martelé André Kudelski. «Ne considérons jamais le statu quo comme acceptable, ne

soyons pas prisonniers de notre passé. Si nous voulons continuer à justifier un niveau de vie très important, nous ne devons pas faire comme les autres, mais devons nous remettre en question», a affirmé le directeur du groupe qui porte son nom. Selon lui, «on ne se pose pas assez la question, en Suisse, de savoir si l'on veut se positionner comme simples utilisateurs d'une technologie ou comme créateurs de cette technologie. On le voit pour la cybersécurité: on a beaucoup de talents en Suisse, mais on n'ambitionne pas de créer de produits de cybersécurité.»

«La Suisse doit clairement maximiser les collaborations internationales»

GRÉGOIRE RIBORDY, DIRECTEUR D'ID QUANTIQUE

Selon le directeur, la question doit vite se poser concernant l'intelligence artificielle. «La Suisse a aujourd'hui l'opportunité de jouer un rôle majeur pour contrôler les bases de cette technologie, et contrôler ainsi notre destinée. Il s'agit d'une question de souveraineté. Nous devons analyser les technologies des puces, les algorithmes et les données. Ne nous contentons pas de créer des applications liées à l'intelligence

artificielle, mais réfléchissons à la manière de créer de la valeur ajoutée dans ces technologies fondamentales.»

«Dilemme complexe»

Pour Edouard Bugnion, professeur au Data Center Systems Laboratory de l'EPFL, la Suisse doit faire attention aux choix stratégiques qu'elle effectue. «Il y a quelque 50 ans, nous avons décidé, malgré d'immenses compétences dans le pays, de ne pas produire d'ordinateurs en Suisse. Ce choix a des conséquences, car la sécurité numérique a aujourd'hui trois dimensions. Il y a la dimension technologique – est-ce fiable ou non? –, la dimension opérationnelle – mes équipes sont-elles assez compétentes pour assurer la sécurité des systèmes employés? –, et la dimension juridique – cette solution offre-t-elle les garanties optimales dans ce secteur?»

Selon l'expert, le choix de se tourner massivement vers des solutions cloud a été dicté par des questions de sécurité, les services en ligne des géants américains offrant un très haut niveau de protection. «Mais ce cloud octroie les moins bonnes garanties juridiques. C'est un dilemme complexe. La Suisse veut être souveraine, mais le gouvernement reste passif sur la question de la souveraineté numérique», affirme Edouard Bugnion. Le professeur avertit: «Les autorités perçoivent encore le numérique en termes de coûts, mais jamais avec le point de vue des infrastructures dans lesquelles investir. Nous n'avons hélas aucune

réflexion dans ce sens à long terme.» Ces propos font directement écho à ceux de Grégoire Ribordy, directeur de la société ID Quantique. Spécialisée en cryptographie quantique, la société est passée sous le contrôle de l'opérateur sud-coréen SK Telekom en 2018, en partie à cause de l'impossibilité de lever assez d'argent en Suisse pour poursuivre sa croissance à l'international. «L'informatique quantique est une course mondiale, avec des dizaines de milliards investis par des Etats. En Suisse, 20 millions de francs sont investis en deux ans, ce n'est pas beaucoup.»

Pour Grégoire Ribordy, le financement de la recherche est acceptable en Suisse. Mais il voit quatre points où les choses doivent clairement être améliorées. «Tout petit pays, la Suisse doit clairement maximiser les collaborations internationales [ID Quantique souffre de la fin de l'accord-cadre avec l'Union européenne, ndr]. Ensuite, il faut envisager que des entreprises reçoivent de la part de la Confédération de l'argent pour la recherche et le développement. Troisième point, il y a clairement un problème pour accéder au capital pour croître à un niveau international: lever 10 à 50 millions de francs est quasi impossible en Suisse.»

Enfin, Grégoire Ribordy lance un appel direct aux autorités: «Il faut que le gouvernement fasse partie des *early adopters* de technologies prometteuses, qu'il achète ces technologies et les teste. Cela donnerait un immense coup de pouce aux entreprises innovantes du pays.» ■